

NOM

Adieu les traditions



Après une décennie d'opposition, le CSV se résigne à réformer le droit du nom de famille - en faveur de l'égalité entre mères et pères.

Ces jours-ci, à la maternité: un jeune couple vient d'avoir son premier enfant. Mais à peine le cordon ombilical coupé, la jeune mère appelle un taxi. Il faut qu'elle arrive la première à l'Hôtel de Ville, si elle veut que le bébé porte son nom de famille! Le père, lui, se met à sa poursuite ... Bien entendu, un tel thriller n'a jamais eu lieu au Luxembourg. Mais fait est que les enfants des parents non mariés prennent le nom de celui ou celle qui arrive en premier à l'Etat civil de la commune pour les déclarer. Tandis que pour les enfants de couples mariés, c'est le nom du père qui prime, même si cette pratique administrative est sans base légale aucune.

Un fait discriminatoire qui avait poussé la députée Lydie Err à introduire, en 1994 déjà, une proposition de loi. A ce moment-là, le porte-parole chrétien-social Lucien Weiler pouvait encore affirmer que le fait de porter le nom du père était ancrée dans la tradition luxembourgeoise et qu'elle ne serait pas brisée par l'initiative Err: "An der Praxis kritt dës Propositiou nët vill Suiten."

Tradition luxembourgeoise

Weiler avait tort. D'abord, la "tradition luxembourgeoise" était manifestement en contradiction avec les Conventions internationales. Mais de plus, les structures familiales ont subi une profonde transformation depuis les années 80. Depuis quelques années, le droit du nom est devenu matière d'affaires juridiques tant au Luxembourg que dans d'autres pays membres de l'Union, les différences entre lois nationales créant d'ailleurs de

surcroît des problèmes complexes aux personnes étrangères voire à celles ayant la double nationalité.

C'est ainsi que le ministre de la justice Luc Frieden (CSV) s'est vu contraint à déposer, en 2001, un projet de loi "relatif au nom patronymique des enfants". Le titre en soi était un "contresens dans un projet ayant pour objet d'abolir le privilège patriarcal", remarquait dans un avis l'Association des femmes juristes. Mais il y avait plus: Frieden avait différencié entre parents mariés, qui devaient faire le choix du nom de leurs enfants lors du mariage, et les couples non mariés qui devaient le faire lors de la naissance du premier enfant. La plus grande controverse que suscitait le projet était cependant celle sur l'éventail des choix qui sont offerts à la famille en matière de noms: pour le ministre, c'était ou bien celui du père, ou bien celui de la mère. En cas de désaccord, ce serait le nom qui précède dans l'alphabet qui ferait foi. Une approche que le Conseil national des femmes a caractérisé, dans un avis de 2002, comme "non-discrimination purement théorique." En effet, les Adam, Belini et Cardoso seraient toujours privilégiés par rapport aux Xanthopoulos, Yates et Zeien. Le modèle du nom double qui existe dans de nombreux pays européens, notamment au Portugal dont proviennent chez nous la plupart des citoyen-ne-s non-luxembourgeois-es, était refuté par le ministre.

C'est cette rigidité en matière de choix qui a cassé le cou au projet: le Conseil d'Etat qui, il faut le mentionner, a mis neuf ans avant de réagir à la proposition Err, a émis un avis commun sur les deux textes en novembre 2003, qui soulignait le droit des parents et de l'enfant au choix, notamment au choix d'un nom double. Et il concluait par une opposition formelle aux deux textes.

Avis désastreux

Après un silence de plus d'un an, et au vu de "l'avis désastreux", voilà que le rapporteur du projet, Laurent Mosar (CSV), vient de présenter, le 23 mars, des propositions d'amendement à la commission juridique. Des amendements substantiels: non seulement, la loi s'appellera désormais "loi relative au nom des enfants" - ils introduisent également la notion du nom double composé par celui du père et celui de la mère, dans l'ordre choisi par les parents. Mais le député chrétien-social s'accrochait lui aussi à l'idée de prévoir, en cas de désaccord, que les noms se suivent en ordre alphabétique. La commission juridique n'a pas voulu suivre son rapporteur et a opté pour la proposition prévue dans le texte Err, à savoir le tirage au sort. Le choix du nom des enfants d'une famille se fera lors de la naissance du premier enfant. Et des dispositions transitoires seront prévues: dans un délai de 18 mois, les parents d'enfants existants pourront introduire une demande pour être traités sous le nou-

veau régime. En fin de compte, Lydie Err juge qu'il y a eu "une grande avancée". Et Marie-France Berger-Modert, présidente du Conseil national des femmes, dit: "L'essentiel de nos critiques a été pris en compte."

Trois points restent cependant discutables. D'abord, le projet ne prévoit pas que les enfants aient leur mot à dire, exception faite de cas spéciaux comme les enfants adoptés qui doivent donner leur consentement à l'âge de 13 ans accomplis. Deuxième point: celui des pères qui reconnaissent certes leur enfant mais qui se subtilisent par la suite. Le député veut voir réglé ces problèmes lors des réformes des lois sur les changements de nom et sur le divorce. Et le troisième point est celui des conflits entre la loi luxembourgeoise et celles d'autres pays. Ils se feront certainement plus rares, mais il restera des cas où les lois seront en contradiction. Laurent Mosar compte sur les juridictions pour trancher ces cas, car "une solution européenne est difficile à trouver". Luc Frieden, ministre de la justice, serait favorable à une solution européenne, mais il estime que pour l'instant, le Traité ne fournit aucune base pour attaquer cette matière, le droit civil et familial restant en principe national.

Image rétrograde

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas lui-même refait son devoir? Laurent Mosar souligne que la procédure choisie est beaucoup plus rapide que si le ministre était retourné avec un nouveau texte au conseil de gouvernement. Même si le ministre n'accepte pas l'appréciation que son projet aurait été trop conservateur, il n'a pas de "strong feelings" à ce que la commission elle-même s'attaque au texte: "Notre approche était essentiellement guidée par le souci de ne pas compliquer la procédure administrative." Luc Frieden trouve cependant que "la solution retenu du tirage au sort en cas de désaccord est aussi mauvaise que celle de l'ordre alphabétique - il n'y a tout simplement pas de bonne solution." Mais selon lui, le gouvernement peut vivre avec les nouveaux amendements. Pourquoi alors le gouvernement s'est-il acharné à s'opposer, dans des cas concrets, à des parents qui remettaient en question la pratique administrative actuelle? "C'est une autre situation. Si on a un tant soit peu de respect vis-à-vis du parlement, il faut appliquer la loi aussi longtemps qu'elle n'a pas été amendée." Et à l'argument que justement la loi actuelle est plus permissive que ne le fait croire l'administration, le ministre chrétien-social répond: "Nous n'avons pas partagé cette opinion."

On peut penser, comme Lydie Err, que Laurent Mosar, en sauvant les meubles du CSV, compte avec son action gagner des points auprès d'une clientèle qui le considérerait jusqu'ici comme un chrétien-social plutôt conservateur. Il ne pourra en tout cas pas effacer l'image rétrograde d'un CSV auquel il a fallu des années pour réagir ... à contre-cœur.

Renée Wagener

Lutte anti-drogues sans débat

"Les coordinateurs nationaux de lutte anti-drogues sont la pierre angulaire entre théorie et pratique", s'est exclamé un Mars di Bartolomeo enthousiaste lors d'une rencontre mardi passé à l'Abbaye Neumünster. Sous les auspices du ministre de la santé luxembourgeois, les coordinateurs et coordinatrices des pays membres de l'Union devaient discuter entre autres du plan d'action européen en matière de lutte anti-drogues. Entre la théorie et la pratique il y a parfois un grand écart à faire: si le nouveau plan d'action prévoit expressément d'améliorer le dialogue avec la société civile, la réunion à Luxembourg se tenait sans débat public. La presse n'était invitée qu'à couvrir le discours d'ouverture du ministre. Seul-e-s deux responsables d'ONG luxembourgeoises, Thérèse Michaelis du Centre de prévention des toxicomanies et Henri Grün de la Jugend- an Drogenhëllef, avaient été invité-e-s à formuler leur point de vue au sujet des conséquences du plan d'action européen sur la réalité luxembourgeoise, ce qu'ils faisaient d'ailleurs de manière plutôt critique. A part ça, le débat peu passionné autour de l'orientation européenne en matière de drogues ne semble pas avoir mené à des conclusions concrètes. Le Parlement européen se fait plus de soucis sur l'implication de la société civile: le 21 avril aura lieu au Parlement européen à Bruxelles un hearing sur le nouveau plan d'action. (détails: www.encod.org).

Enfants morts-nés enfin reconnus

Le projet de "loi relative au nom des enfants" (voir ci-contre) prévoit également une solution au cas des enfants morts-nés ou non viables à leur naissance. Actuellement, ces enfants n'ont pas le droit d'être inscrits à l'Etat civil, mais il est seulement fait un "acte de présentation sans vie". Au-delà de la souffrance que les parents affectés par un décès précoce de leur enfant éprouvent déjà, ce refus de reconnaître l'existence de leur enfant en lui donnant officiellement un prénom constitue une blessure supplémentaire. Il implique notamment que les enfants ne peuvent pas être enterrés convenablement. La solution proposée par le projet de loi ayant été jugée trop compliquée par le Conseil d'Etat, celui-ci avait renvoyé aux nouvelles législations existant dans nos pays voisins. Un amendement discuté par la commission juridique prévoit maintenant une déclaration pour tout enfant dont la gestation a duré plus de six mois. Lors de la prochaine réunion, prévue pour le 13 avril, elle tranchera s'il s'agira d'une obligation ou d'une faculté.



Wunsch-Gedenken

Einen Tag zum Gedenken der zahlreichen Opfer von Arbeitsunfällen will der OGBL am 28. April eingeführt sehen und hat dafür eine Anfrage an die Regierung gestellt. Selbstverständlich findet auch die woxx das Thema Arbeitsschutz ein wichtiges.

Doch mal ehrlich: Haben Sie noch einen Überblick über all die Gedenktage: dem internationalen Tag des Baumes, der Flüchtlinge, des Lärmes, der Frau, der Pressefreiheit, gegen Staudämme, der Toleranz, der Nichtraucher, der biologischen Vielfalt, und - kein Witz: des Ostsee-Schweinswals ... Wetten, die meisten von Ihnen wissen nicht einmal, dass am 21. Februar der Tag der Muttersprache war - oder ist Ihnen da womöglich Luxemburgisch besonders leicht gefallen und Sie haben sich endlich gemerkt, dass man "Kaz" nicht "Kaatz" oder "Kaats" oder gar "Kaaz" schreibt? Welche Blüten der Kult um Gedenktage treiben kann, zeigt auch die Reaktion von Redakteur X. Der hatte gehofft, am 28. April dank der Gewerkschaften einen Feiertag mehr zu bekommen. Das ist natürlich Wunschdenken. Jetzt hat ihm eine Kollegin wirksame Hilfe versprochen: Am 27. April will sie ihre gusseiserne Bratpfanne mitbringen ...